

Une Chance Avec Drancy

Association Loi 1901

SIRET : 492 104 112 00031 – Code NAF : 8899 B

~~~~~

## **Siège**

37, avenue Marceau  
93700 Drancy

~~~~~

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

ST Consulting

Audit - Expertise

Société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables
de la région Paris Ile-de-France et membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
SARL au capital de 10.000 € - R.C.S. PARIS 538 678 418 – Siret 538 678 418 00038 – NAF 6920 Z – N° Fiscal FR 37 538 678 418
Siège social : 29, rue du Colisée - 75008 PARIS – Port. 06 61 93 91 79 – E-mail : s.tazi@st-consulting.paris

A Mesdames et Messieurs les Membres
de l'Association **UCAD Une Chance Avec Drancy**

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association « UCAD Une Chance avec Drancy »**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Informations résultat d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe aux dirigeants d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 30 juillet 2025

Pour ST Consulting

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a 'T' and a 'Z'.

Soufiane TAZI

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

Inscrit près la Cour d'appel de Paris

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	17 020	- 17 020				
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels	111 456	- 104 687	6 770	10 051	- 3 282	- 33
Autres immobilisations corporelles	115 283	- 106 574	8 710	5 449	3 260	60
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées	12 500	- 12 500				
Autres titres immobilisés						
Prêts	51 301		51 301	51 301		
Autres immobilisations financières	3 410		3 410	3 410		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	310 970	- 240 780	70 190	70 212	- 22	
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés	1 328 160	- 346 112	982 048	769 021	213 027	28
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	297 618	- 14 500	283 118	424 562	- 141 444	- 33
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement	1 309 048		1 309 048	703 025	606 024	86
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	1 247 736		1 247 736	1 476 834	- 229 098	- 16
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	1 086		1 086	252	834	331
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 183 648	- 360 612	3 823 036	3 373 694	449 342	13
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 494 618	- 601 392	3 893 226	3 443 906	449 321	13

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Écarts de réévaluation		
<i>Écarts de réévaluation</i>		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
<i>Autres</i>		
Report à nouveau		
<i>Report à nouveau</i>	2 776 570	2 446 639
Excédent ou déficit de l'exercice		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	488 755	329 932
Situation nette (sous total)	3 265 325	2 776 570
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
Total Fonds Propres (I)	3 265 325	2 776 570
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
Total Provisions (III)		
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>		
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>		
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	177 691	161 007
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	433 222	501 207
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>	16 988	5 121
<i>Produits constatés d'avance</i>		
TOTAL DETTES (IV)	627 901	667 335
<i>Ecarts de conversion Passif (V)</i>		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 893 226	3 443 906

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
<i>Cotisations</i>		
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Ventes de prestations de service</i>	3 456 421	3 272 802
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 107 535	973 894
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	112 065	41 861
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>		
<i>Autres produits</i>	14 503	9
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	4 690 524	4 288 566
CHARGES D'EXPLOITATION		
<i>Achats de marchandises</i>	324 213	323 398
<i>Variation de stock</i>		
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	483 846	493 627
<i>Aides financières</i>		
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	196 786	177 238
<i>Salaires et traitements</i>	2 541 131	2 377 682
<i>Charges sociales</i>	541 692	463 150
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	49 348	133 981
<i>Dotations aux provisions</i>		
<i>Reports en fonds dédiés</i>		
<i>Autres charges</i>	86 563	7 223
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	4 223 579	3 976 299
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	466 945	312 267
PRODUITS FINANCIERS		
<i>De participation</i>		
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>		
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	32 133	21 890
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>		
<i>Différences positives de change</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	32 133	21 890
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		
<i>Intérêts et charges assimilées</i>		
<i>Différences négatives de change</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	32 133	21 890
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	499 078	334 157
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>		
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>		
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	5 388	4 225
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>		

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	5 388	4 225
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 5 388	- 4 225
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>	4 935	
Total des produits (I + III + V)	4 722 657	4 310 456
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 233 902	3 980 524
EXCEDENT	488 755	329 932
DEFICIT		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Bénévolat</i>		
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Personnel bénévole</i>		
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3893226.29 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 488754.6 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'association a une activité d'insertion sociale et professionnelle des personnes sans emploi et jeunes diplômés habitant prioritairement dans les quartiers d'habitat social de la commune de Drancy, ceux de la communauté de communes de l'Aéroport du Bourget et les espaces collectifs publics et privés de la ville.

Pour poursuivre la réalisation de ses objectifs, l'association recherche les moyens appropriés à son fonctionnement par :

- Le recrutement de personnels directement ou indirectement en collaboration avec les services publics de l'emploi, les acteurs locaux de l'emploi, de l'insertion ;
- La gestion de locaux, travaux en régie, relations avec toutes les institutions ou intervenants existants sur le(s) quartier(s) qui concourent à la gestion de la vie quotidienne des habitants.

Les ressources de l'association comprennent :

- Le produit des droits d'entrée et de cotisations versées par les Membres ;
- Les subventions de l'Europe, l'Etat, de la Région, du Département, de la Ville et des organismes publics ou privés ;
- Les produits provenant directement ou indirectement de ses activités ;
- Les dons manuels ;
- Toutes autres ressources autorisées par les textes en vigueur.

Faits caractéristiques

Faits caractéristiques d'importance significative

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler au titre de l'exercice.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

L'exercice a été marqué par une augmentation du chiffre d'affaires de l'association, principalement liée à la signature de nouveaux contrats de prestation de services.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais de formation externes afférents aux formations nécessaires à la mise en service de l'immobilisation sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Immobilisations incorporelles

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagement de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées).

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	17 020					17 020	
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	17 020					17 020	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions							
Installations techniques matériels et outillages industriels	108 806		2 650			111 456	
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	92 560					92 560	
Autres imm. Corp. Matériel de transport							
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	10 568		1 745			12 313	
Autres imm. Corp. Mobilier	4 020					4 020	
Autres imm. Corp. Divers			6 391			6 391	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	215 954		10 786			226 739	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	12 500					12 500	
Autres titres immobilisés							
Prêts	51 301					51 301	
Autres immobilisations financières	3 410					3 410	
Sous-total	67 211					67 211	
Total	300 185		10 786			310 970	

Notes relatives aux postes du bilan

Les flux s'analysent comme suit :

Tableau de flux des immobilisations

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédé	Immobilisations financières	Total
VENTILATION DES AUGMENTATIONS					
<i>Réévaluations</i>					
<i>Acquisitions</i>		10 786			10 786
<i>Apports</i>					
<i>Créations</i>					
<i>Virements de l'actif circulant</i>					
<i>Virements de poste à poste</i>					
Sous-total		10 786			10 786
VENTILATION DES DIMINUTIONS					
<i>Virements de poste à poste</i>					
<i>Cessions</i>					
<i>Mises hors service</i>					
<i>Scissions</i>					
<i>Virements vers l'actif circulant</i>					
Sous-total					

Notes relatives aux postes du bilan

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
<i>Frais d'établissement</i>				
<i>Frais de recherche et de développement</i>				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	17 020			17 020
<i>Fonds commercial</i>				
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>				
Sous-total	17 020			17 020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions sur sol propre</i>				
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>				
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>				
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>	98 755	5 932		104 687
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>	92 560			92 560
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>				
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	5 118	3 804		8 923
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>	4 020			4 020
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>		1 071		1 071
Sous-total	200 453	10 807		211 260
Total	217 473	10 807		228 280

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	54 711	54 711	
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts (1) (2)</i>	51 301	51 301	
<i>Autres immobilisations financières</i>	3 410	3 410	
ACTIF CIRCULANT	1 626 864	1 626 864	
<i>Créances bénéficiaires et comptes rattachés</i>	842 646	842 646	
<i>Clients douteux ou litigieux</i>	485 514	485 514	
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			
<i>Personnel et comptes rattachés</i>			
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>			
État et autres collectivités publiques	249 904	249 904	
<i>Impôts sur les bénéfices</i>			
<i>TVA</i>			
<i>Autres impôts et taxes versements</i>	13 967	13 967	
<i>Divers</i>	235 937	235 937	
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs</i>			
<i>Débiteurs divers</i>	47 714	47 714	
<i>Charges constatées d'avance</i>	1 086	1 086	
Total	1 681 575	1 681 575	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Bénéficiaires	5 673	18 094	- 12 421	- 69
Produits à recevoir - Divers	29 401	11 609	17 792	153
Total	35 074	29 703	5 371	18

Dépréciations des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Provisions pour dépréciations

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise	Montant fin d'exercice
Dépréciations des immobilisations incorporelles				
Dépréciations des immobilisations corporelles				
Dépréciations sur actifs reçus par legs ou donations				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de participation	12 500			12 500
Dépréciations des autres immobilisations financières				
Dépréciations des stocks				
Dépréciations des créances usagers	298 316	95 285	47 489	346 112
Dépréciations des valeurs mobilières de placements				
Autres provisions pour dépréciation	14 500			14 500
Total	325 316	95 285	47 489	373 112

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	2 446 639	329 932			2 776 570
Excédent ou déficit de l'exercice	329 932	- 329 932	488 755		488 755
Situation nette (sous total)	2 776 570		488 755		3 265 325
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	2 776 570		488 755		3 265 325

g

Ventilation des dotations et reprises

	Exercice N	Exercice N-1
Exploitation		
<i>Dotations d'exploitation</i>	38 541	119 010
<i>Reprises d'exploitation</i>	47 489	
Total Exploitation	8 948	- 119 010
Financier		
<i>Dotations financières</i>		
<i>Reprises financières</i>		
Total Financier		
Exceptionnel		
<i>Dotations exceptionnelles</i>		
<i>Reprises exceptionnelles</i>		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	8 948	- 119 010

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES				
<i>Emprunts obligataires convertibles (1) (2)</i>				
<i>Autres emprunts obligataires (1) (2)</i>				
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)</i>				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
<i>Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)</i>				
AUTRES DETTES	627 901	627 901		
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	177 691	177 691		
<i>Dettes sur legs ou donations</i>				
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	231 543	231 543		
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	195 299	195 299		
État et autres collectivités publiques	6 380	6 380		
<i>Impôt sur les sociétés</i>	4 935	4 935		
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>				
<i>Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres impôts, taxes et assimilés</i>	1 445	1 445		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>				
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)</i>				
<i>Autres dettes</i>	16 988	16 988		
<i>Produits constatés d'avance</i>				
Total	627 901	627 901		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice :-

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Notes relatives aux postes du bilan

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Fournisseurs - Factures non parvenues</i>	62 450	69 780	- 7 330	- 10
<i>Charges à payer - Divers</i>	292 319	274 265	18 054	7
Total	354 769	344 045	10 724	3

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Charges constatées d'avance</i>	1 086	1 086		
Total	1 086	1 086		

Notes relatives au compte de résultat

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
<i>Concours publics</i>						
<i>Subvention d'exploitation</i>		1 062 668				1 107 535
<i>Subvention d'investissement</i>						
Total		1 062 668				1 107 535

Notes relatives au compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 17 400 €

Honoraires des autres services : 0 €

Transferts de charges

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
<i>Transfert de charges</i>	64 576			64 576

Détail des charges exceptionnelles

	Montant brut
<i>Sur opérations de gestion</i>	- 5 388
<i>Sur opérations en capital</i>	
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>	
Total	- 5 388

Notes relatives au compte de résultat

Contributions volontaires en nature

L'association s'appuie, pour mener ses actions, sur des élus bénévoles (participation aux organes directeurs, aux commissions de travail, etc.). Ces contributions volontaires effectuées à titre gratuit n'ayant pas été valorisées sur l'ensemble des biens et services, elles n'ont pas été comptabilisées et ne font pas l'objet d'une information spécifique dans la présente annexe à défaut de renseignements fiables et d'informations quantitatives.

Autres informations

Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
<i>Cadres</i>	1
<i>Agents de maîtrise et techniciens</i>	98
<i>Ouvriers</i>	2
Total	102

Informations sur les dirigeants

Au sein de l'Association, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.